

AlterPresse
Réseau alternatif haïtien d'information
<http://www.alterpresse.org>

*Par Sauveur Pierre ÉTIENNE**

Soumis à AlterPresse le 28 décembre 2023

Depuis l'année 2018, on assiste à l'approfondissement de la situation d'anarchie sanglante et de chaos généralisé que connaît Haïti. Le siège de Port-au-Prince par des gangs lourdement armés, contrôlant tous les points stratégiques et les principaux axes routiers reliant la capitale aux autres communes du département de l'Ouest et aux neuf autres départements, consacre l'effondrement de l'État, de l'économie rachitique et du lien social. Dès lors, avec l'alliance des chefs de gangs et des narco-trafiquants, l'industrie du kidnapping, fonctionnant à plein régime, les viols collectifs, les assassinats, les massacres de masse et les déplacements de populations sont le lot de la quotidienneté du peuple haïtien.

Face à cette catastrophe nationale, une fois de plus, des Haïtiennes et des Haïtiens, de toutes les catégories sociales, cherchent par tous les moyens à laisser définitivement le pays. Le programme humanitaire du président Joseph Robinette Biden ne fait que vider Haïti de ses ressources humaines : écoliers, étudiants, enseignants, professeurs-chercheurs, policiers et socioprofessionnels de tous les domaines partent légalement pour les États-Unis d'Amérique. Entre-temps, le Canada s'apprête déjà à parachever l'œuvre américaine. Ainsi, la phase du chaos créatif (Creative chaos) est réalisée magistralement. Celle de reconfiguration de l'État, de l'économie et de la société (State Building/Nation Building) suivra en 2024 (Voir le document intitulé Global Fragility Act). À cet effet, la communauté internationale, à la demande des dirigeants haïtiens, s'engage à financer, à hauteur de six cents millions de dollars américains, la Mission multinationale de soutien à la sécurité qu'elle compte déployer en Haïti au premier trimestre de l'année 2024.

Nul besoin d'être un analyste avisé du drame sociopolitique haïtien pour prévoir que la communauté internationale et les élites locales, coresponsables du désastre haïtien, vont subir, comme d'habitude, un échec retentissant. Car de 2004 à 2017, le financement de la précédente mission multinationale, à hauteur de huit cents millions de dollars américains, a donné les résultats que l'on sait et la même bêtise va se répéter, du fait de la cécité, de l'ignorance et du cynisme de la communauté internationale, joints à l'incompétence, la médiocrité et la mentalité d'anciens esclaves de la classe politique haïtienne.

Le « que faire ? » face au mythe de Sisyphe haïtien continue de tarauder les bien-pensants. Il est venu, finalement, le temps de comprendre qu'hors du cadre étatique, les notions de politique, économie et société sont inconcevables. De ce fait, la reconstitution des appareils répressifs et administratifs de l'État, afin de lui garantir le double monopole de la violence physique légitime et de la fiscalité, s'avère une obligation impérieuse. En d'autres termes, il revient à la classe politique haïtienne d'entamer des discussions constructives avec la communauté internationale en vue de doter le pays d'un appareil

politico-administratif suffisamment robuste lui permettant de disposer du plein contrôle de son espace territorial et d'être en mesure de faire respecter les règles du jeu, de remplir ses missions régaliennes et d'imposer ses normes de gestion et ses modes d'action ou de surveillance à la population constituant sa société ou sa base matérielle d'existence.

Avec le monopole de la contrainte physique légitime et le monopole de la fiscalité, signifiant le strict contrôle des douanes et des frontières, c'est-à-dire la fin de l'impunité et de la capture de l'État par des entrepreneurs politiques et des « contrebandiers brasseurs d'affaires », Haïti disposera du cadre étatique facilitant l'investissement privé, la création d'emplois, l'émergence d'une classe moyenne significative, le fonctionnement d'un système éducatif performant produisant des élites dynamiques et éclairées, la création d'institutions fortes. Ainsi, une politique de développement agricole, agroalimentaire et agroindustriel, de développement de l'industrie touristique, impliquant un partenariat stratégique entre l'État, le secteur privé des affaires et la diaspora, aidera à l'élargissement de la base matérielle d'existence de la nouvelle structure étatique et lui fournira, en fin de compte, les ressources humaines, économiques et techniques indispensables à l'accomplissement de sa mission fondamentale de garantir à son peuple le droit à la Sécurité, à l'Alimentation, à la Santé, à l'Éducation, au Travail et au Logement.

En guise de vœux pour le Nouvel An, je soumets ce vaste chantier au peuple haïtien, à la jeunesse du pays, à la classe politique haïtienne et à la communauté internationale en vue de faire disparaître l'image cauchemardesque d'« entité chaotique ingouvernable » que projette Haïti, qui doit se mettre au diapason des Nations-sœurs de la Caraïbe.

Puisse la classe politique haïtienne se hisser à la hauteur de la Geste de 1804 !!!

* Politologue, homme politique et enseignant haïtien.